

بدايات قانون الجنسية الفرنسي (١٧٨٩-١٩٢٧)

فهرس رسالة دكتوراه

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	5
INTRODUCTION.....	7
PREMIÈRE PARTIE : LE CŒUR DU DROIT DE LA NATIONALITÉ RESTRUCTURÉ (1789-1849).....	27
CHAPITRE I : LE DROIT PRIVÉ DE LA NATIONALITÉ EN RECONSTRUCTION (1789-1804).....	29
Section 1 : L'altération du droit privé de la nationalité (1789-1793).....	31
§ 1 / Le vœu d'une Nation : la citoyenneté (1789-1791)	32
I : L'appel à l'unification des qualités de citoyen et de Français (1789-1790).....	32
A- Les aspirations du mouvement révolutionnaire	33
B- La préparation d'un rapprochement entre nationalité et citoyenneté.....	36
II : La relation constitutionnelle du citoyen et du Français (1791)	40
A- La nationalité d'origine et la naturalisation dans la Constitution de 1791.....	41
B- Les conditions de perte de la qualité de citoyen.....	43
§ 2 / L'œuvre de la Révolution : le citoyen français (1792-1793).....	45
I : La confusion des qualités de citoyen et de Français (1792)	46
A- Le contexte politique et juridique	47
B- Le décret du 26 août 1792	48
II : La soumission de la qualité de Français à celle de citoyen (1793)	50
A- Les critères du droit de la nationalité d'origine	51
B- La naturalisation et la perte de la nationalité.....	56
Section 2 : La restauration du droit privé de la nationalité (1794-1804)	62
§1 / L'annonce d'un rétablissement du droit civil de la nationalité (1794-1801)	64
I : L'initiation d'une séparation entre nationalité et citoyenneté (1794-1800)	64
A- La Constitution de 1795.....	65
B- La Constitution de l'an VIII (1799) et l'installation de la commission de préparation du premier projet de Code civil.....	70
II : La réapparition d'une relation juridique entre droit civil et droit de la nationalité (1800)	73
A- La dissonance entre certains articles du livre préliminaire et du livre I	74
B- Les observations des tribunaux d'appel	76
§2 / Le renouvellement d'une alliance entre le droit civil et le droit de la nationalité (1801-1804).....	80
I : L'unité juridique affinée entre droit de la nationalité et droit civil (1801).....	82
A- La discussion au sein du Conseil d'État du critère de la nationalité d'origine.....	83
B- La discussion au Conseil d'État des critères de perte, de recouvrement de la qualité de Français et des règles de droit international privé	89
II : L'unité juridique affirmée entre droit de la nationalité et droit civil (1802-1804)	94
A- La présentation aux assemblées politiques des projets relatifs aux effets de la loi et aux personnes ayant la jouissance des droits civils français	95

B- L'acceptation des projets de loi et les limites des règles du droit de la nationalité française.....	100
CHAPITRE II : LE DROIT PUBLIC DE LA NATIONALITÉ EN RECOMPOSITION (1805-1849).....	109
Section 1 : Le droit public de la nationalité vivifié (1805-1830).....	110
§1 / La résurgence des critères de droit public (1805-1815).....	111
I : Les adjonctions de Napoléon au droit commun de la nationalité (1805-1814).....	112
A- Les adjonctions à la naturalisation des étrangers.....	112
B- Les adjonctions aux conditions de perte de la qualité de Français.....	114
II : Les modifications du droit commun de la nationalité par la Restauration (1814-1815).....	116
A- L'instauration de principes dérogatoires au droit commun de la nationalité.....	117
B- Les contestations prémonitoires de quelques députés.....	120
§2 / La renaissance des effets de droit public (1816-1830).....	123
I : Les droits politiques retrouvés pour les originaires de l'ancienne France.....	124
A- La nouvelle hiérarchisation des Français en fonction des droits du citoyen.....	125
B- Les variations jurisprudentielles dans l'identification des citoyens français.....	130
II : Le devoir public réclamé aux fils de l'étranger nés en France.....	134
A- Les preuves partielles d'une thèse majoritaire.....	135
B- Les règles de l'appel au service militaire.....	138
Section 2 : Le droit public de la nationalité fortifié (1831-1849).....	143
§1 / La consolidation du droit public de la nationalité (1831-1848).....	144
I : L'affermissement du droit public de la nationalité (1831-1834).....	145
A- La question du service militaire réactualisée pour la naturalisation par bienfait.....	146
B- Les acceptations de la citoyenneté rassemblées dans la naturalisation par faveur.....	151
II : Le développement du droit public de la nationalité (1835-1848).....	155
A- L'obligation d'un service armé requise de l'étranger.....	156
B- La citoyenneté reprise ou imposée.....	160
§2 / Les confirmations du droit public de la nationalité (1848-1849).....	168
I : Les décrets de 1848.....	170
A- Le décret du 5 mars 1848.....	170
B- Le décret du 28 mars 1848.....	172
II : Les lois de 1849.....	174
A- La loi du 23 mars 1849 : l'entrée du service militaire comme critère explicite de la naturalisation par bienfait.....	174
B- La loi du 3 décembre 1849 : le caractère de droit public du droit commun de la nationalité réaffirmé.....	176
Conclusion de la première partie.....	181
DEUXIÈME PARTIE : LE CORPS DE DROIT DE LA NATIONALITÉ ÉBAUCHÉ (1850-1889).....	183
CHAPITRE I : LE TERME D'UNE DIVISION DU DROIT DE LA NATIONALITÉ (1850-1871).....	187
Section 1 : Les vicissitudes du droit commun de la nationalité (1850-1860).....	188
§1 / Le droit commun de la nationalité concurrencé.....	190
I : L'attribution aux étrangers des droits français.....	191
A- Le réaligement des droits civils du Français et de l'étranger ordinaire.....	192
B- Le nivellement des droits publics et sociaux entre l'étranger admis à domicile et l'étranger ordinaire.....	196

II : L'application aux étrangers de la loi française.....	197
A- La loi civile française régissant l'exercice des droits civils reconnus à l'étranger.....	198
B- La loi française expliquant la demande par l'étranger du statut d'admis à domicile.....	203
§2 / Le droit commun de la nationalité évincé.....	207
I : L'empêchement des critères de naturalisation en raison du service militaire ...	208
A- Une opinion contestable : le service militaire, cause de l'absence remarquée de naturalisations par faveur ou par bienfait.....	209
B- Une conviction à relativiser : le service militaire cause de rejet de la naturalisation par bienfait.....	213
II : Le dépassement des critères du droit commun de la nationalité en raison du droit de la guerre.....	217
A- L'inapplicabilité immédiate des critères de la loi de 1851	218
B- Les critères du droit commun de la nationalité devancés.....	221
Section 2 : Les incertitudes des droits spéciaux de la nationalité (1860-1871)	228
§ 1 / La précarité des définitions en droit colonial de la nationalité	229
I : La qualification imprécise de Français en droit colonial de la nationalité	230
A- L'attribution imparfaite de statuts français distincts.....	231
B- La procédure d'accession au statut de citoyen, incomplète	240
II : La condition indéterminée des Français relevant du droit colonial	244
A- La condition juridique inconstante des sujets français.....	244
B- La condition juridique hésitante des citoyens français.....	251
§2 / La fragilité des dispositions du droit international de la nationalité	255
I : La réécriture du traité de Turin par un décret annexe.....	257
A- La condition des majeurs selon l'article 6 du traité du 24 mars 1860 et l'article 1 du décret du 30 juin 1860.....	258
B- La condition des mineurs selon l'article 2 du décret du 30 juin 1860	260
II : Les controverses sur la lecture du traité de Francfort du 10 mai 1871.....	264
A- La question de la nationalité des majeurs	265
B- La question de la nationalité des mineurs	267
CHAPITRE II : LA TRAME D'UNE RÉUNION DES DROITS DE LA NATIONALITÉ (1872-1889).....	271
Section 1 : La confrontation des lois relatives à la nationalité (1872-1881).....	273
§1 / La quête d'une conciliation (1872-1875).....	273
I : Les lois nationales révisées selon les attentes du droit commun de la nationalité	274
A- La loi militaire de 1872.....	274
B- La loi de 1874.....	277
II : L'entente recherchée entre droit international et droit commun de la nationalité	279
A- La continuité apparente entre les principes du droit commun et les règles du traité de Francfort.....	281
B- La conservation peu probante des principes du droit commun au regard du droit international.....	291
§2 / L'épreuve d'une cohésion (1876-1881).....	300
I : Les dissensions soulignées entre droit spéciaux et droit commun de la nationalité	301
A- Les dissensions en matière d'annexion.....	303
B- Les dissensions en matière de démembrement	307

II : Les déficiences rappelées en droit commun	313
A- Le problème récurrent du service militaire de l'étranger ou de son fils	313
B- Le problème dérangeant du service militaire des fils de Français	320
Section 2 : La confection d'une loi sur la nationalité (1882-1889).....	325
§1 / L'esquisse d'une organisation des droits de la nationalité française	326
I : La clé d'un appariement entre droit international et droit commun de la nationalité.....	327
A- L'abandon de la fiction de la rétroactivité en matière de démembrement ou le miracle d'une décision jurisprudentielle	328
B- Les réactions à l'abandon de la théorie de la rétroactivité ou les prolongements de l'arrêt Gillebert	334
II : Le cadre de divers ajustements en droit commun de la nationalité.....	341
A- La reconnaissance et l'intégration.....	342
B- La surveillance et l'exclusion.....	350
§2 / L'épuration d'un corps de droit de la nationalité : la législation de 1889.....	360
I : Les marques d'un corps de droit de la nationalité	361
A- Les marques d'un corps dans la nationalité attribuée et la naturalisation par bienfait.....	363
B- Les marques d'un corps dans la naturalisation par faveur, la perte et le recouvrement de la qualité de Français	371
II : Le manque d'accords en droit de la nationalité.....	374
A- Le manque d'accord dans la nationalité attribuée et la naturalisation par bienfait.....	375
B- Le manque d'accords dans la naturalisation par faveur, la perte et le recouvrement de la qualité de Français	378
Conclusion de la deuxième partie	383
TROISIÈME PARTIE : LE CODE DU DROIT DE LA NATIONALITÉ PRÉPARÉ (1890-1927).....	385
CHAPITRE I : LA FIN D'UNE ARMATURE ANCIENNE (1890-1914).....	387
Section 1 : Les prolongements d'une législation (1890-1903)	390
§1 / La portée des dispositions du droit commun.....	391
I : Les corrections d'une loi.....	392
A- Les transformations administratives de la loi de 1889.....	392
B- Les rectifications progressives	397
II : L'orientation du droit commun	403
A- La dévaluation de certains principes de droit civil	404
B- L'élévation des impératifs d'ordre public	415
§2 / Les précisions apportées aux droits spéciaux.....	421
I : La fixation des dernières normes en droit international	421
A- L'interprétation des traités et l'abandon de la rétroactivité en cas d'annexion	422
B- Les conventions en complément du droit commun de la nationalité	428
II : L'inflexion du droit colonial par certaines réformes.....	433
A- Les indigènes sujets	434
B- Les autres ressortissants des colonies.....	439
Section 2 : L'achèvement d'une progression (1903-1913)	443
§1 / La désorganisation des matières du droit commun	445
I : L'unité attendue	446
A- La perte de la nationalité pour service militaire à l'étranger	447
B- La nationalité de l'enfant légitimé et de la femme mariée.....	452

II : L'unité perdue	458
A- Le renouvellement d'une confrontation	459
B- La pratique administrative du renoncement à renonciation	464
§2 / Les modifications nécessaires des droits spéciaux (1903-1913).....	468
I : L'écueil au droit international passé : l'application des droits communs de la nationalité	469
A- Les atteintes aux conventions	469
B- Les contraintes aux traités	474
II : Le seuil du droit colonial futur : les reconfigurations de la nationalité.....	478
A- Les modulations dans la concession de la citoyenneté	479
B- Les nouveaux modes d'accession à la citoyenneté	486
CHAPITRE II : LES DÉBUTS D'UNE ARCHITECTURE NOUVELLE (1914-1927) 499	
Section 1 : L'annonce d'une prochaine codification en droit de la nationalité française (1914-1920).....	501
§1 / La requalification graduelle du droit commun.....	502
I : Le sceau de reconnaissance d'un droit public	503
A- Les lois d'exception	504
B- La progression vers le droit public dans le choix doctrinal et jurisprudentiel	524
II : Les signes d'appartenance au droit privé	535
A- L'enceinte du droit civil autour du droit commun de la nationalité.....	535
B- L'empreinte du droit civil sur le droit commun de la nationalité.....	546
§2 / La réfection partielle des droits spéciaux.....	562
I : La refondation d'une partie du droit international de la nationalité	563
A- Les précautions à retrouver en droit conventionnel de la nationalité.....	564
B- La protection de la nationalité renouvelée par le traité de Versailles	572
II : Les redéfinitions dans une catégorie de population en droit colonial	581
A- La rupture fortuite concernant le Sénégal.....	582
B- Les ouvertures réduites.....	587
Section 2 : La naissance d'une première codification en droit de la nationalité française (1921-1927).....	600
§1 / L'aboutissement des évolutions	600
I : La contribution du dispositif juridique des droits spéciaux	601
A- La sélection particulière du droit colonial.....	602
B- Les précautions supplémentaires du droit international.....	614
II : La constitution d'un édifice spécifique au droit commun	620
A- La qualification du droit commun révélée	621
B- Vers l'unification du droit commun	627
§2 / L'aube d'une codification	642
I : Le livre des principes du droit commun de la nationalité.....	643
A- Nationalité attribuée et naturalisation par bienfait dans la loi de 1927.....	644
B- Naturalisation par faveur, perte et recouvrement de la nationalité dans la loi de 1927	650
II : L'ivraie des droits de la nationalité	659
A- L'illégalité et le risque d'arbitraire	660
B- Les règles oubliées ou temporaires	674
Conclusion de la troisième partie	695
CONCLUSION	701
BIBLIOGRAPHIE	719
Ouvrages.....	719

Articles – Chroniques- Notes	727
Sources	738
TABLE DES MATIÈRES	741